



L'UNIVERSITE CADI AYYAD

ENCGM & FSJESM

Avec la participation de

L'ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE de Paris

Organise

Le deuxième Congrès international en finance éthique et islamique

sur le thème :

L'approche éthique de l'investissement entre équité et croissance, les défis de financement

Les 26 et 27 octobre 2016 à l'Université Cadi Ayyad

Appel à communications

1. Argumentaire

L'investissement constitue le moteur de croissance en raison de ses effets multiplicateurs sur le revenu et l'emploi. Son financement est une étape décisive pour sa mise en œuvre tandis que le choix du mode de financement influe sur l'efficacité et la performance des opérations menées par les acteurs économiques. Face aux failles et aux contraintes des financements conventionnels suite à la grave crise de 2008 qui est loin d'être close, les réflexions amènent dorénavant à donner plus de place à l'éthique dans le système financier.

L'histoire des faits financiers a montré que les financements indirects ou intermédiés, impliquant l'intermédiation bancaire et s'inscrivant dans une économie d'endettement, reposent d'une part sur les dépôts et les épargnes des agents à capacité de financement, principalement les particuliers, et d'autre part sur les prêts aux agents à besoin de financement, principalement les entreprises. Parce que l'épargne disponible est toujours insuffisante, les banques utilisent leur pouvoir de création monétaire et se financent sur les taux à intérêt, au risque de la méconnaissance des clients et des projets et de la rigidité de l'application de ces taux. Si, dans la finance directe, plus souple et donc moins coûteuse, les épargnants fournissent des ressources directement aux agents qui en ont besoin en achetant sur les marchés financiers les titres (actions, obligations) émis par ces agents, les limites d'accès à ce type de financement sont notamment très préjudiciables aux PME. Par ailleurs, la finance directe est considérée comme génératrice d'une série de crises provoquées par la spéculation ou par différentes formes de corruption telles que les manipulations de l'information et des marchés, les délits d'initiés, etc., à tel point que certains observateurs décrivent les bourses comme des temples de spéculation, au lieu d'être de véritables marchés au service de l'économie réelle.

Plus d'éthique en finance et en économie devient donc une question incontournable face à l'exclusion financière et la ségrégation sociale. En tant que ressortissant à la finance éthique, le financement participatif, dit parfois « islamique » parce qu'il veut suivre les recommandations morales de l'islam, aspire à répondre aux exigences et aux nécessités du monde industriel en créant, via des formules de financement spécifiques, une justice économique et sociale. Toutefois, cette finalité n'est pas exclusive de ce mode de financement mais de la moralité générale des affaires d'une part et de la loi spontanée du marché avec ses pertes et profits d'autre part.

Pour certains penseurs, l'expression « finance islamique » est problématique. Il vaut mieux plutôt parler de « *l'éthique islamique en économie* » puisqu'il s'agit avant tout de l'éthique. L'approche éthique de l'investissement n'est pas l'apanage d'une religion. Les sources légitimes de l'argent, le travail productif, le sens de la responsabilité et de la justice, la loi de la redistribution des richesses (Zakat) sont des valeurs éthiques avant d'être islamiques : « *Ces valeurs élevées existent dans toutes les traditions religieuses et humanistes, et devraient insuffler une pensée renouvelée dans notre pratique de la finance* ». Les Actes pour une économie juste parus en 2015 (Paris, Lemieux-éditeur) à la suite de la Conférence internationale « Ethique et religions pour une économie juste » (Paris, janvier 2014, sous la direction de Dominique de Courcelles) ont constitué une démonstration approfondie de cette réalité.

Cette nouvelle finance participative doit donc intégrer dans son fonctionnement la dimension éthique, qu'elle soit explicitement religieuse ou non, et ce pour une économie plus humaine et plus équilibrée. Les acteurs économiques, les entreprises notamment, ont besoin d'institutions financières responsables, de justes partenaires, pour le financement de leurs programmes d'investissement, et pour la promotion d'activités génératrices de revenus, lesquelles sont nécessaires pour les pays dont le taux de pauvreté et de précarité est élevé.

Les banques participatives, l'investissement socialement responsable, les fonds solidaires ou de partage et le social business se rejoignent dans ce sens. De telles institutions cherchent à partager la vie de l'entreprise et à développer l'esprit d'entrepreneuriat en sélectionnant les projets sur la base de la morale et du savoir, loin des garanties purement financières. L'objectif est d'instaurer une éthique dans les affaires et un modèle de croissance qui va de pair avec un capitalisme moral.

Conscient de l'importance de l'éthique en finance, le comité d'organisation a retenu comme thématique : «**L'approche éthique de l'investissement entre équité et croissance, les défis de financement** ». L'objet de cet appel à communications est de réunir pendant deux jours des experts en la matière afin de débattre cette problématique

Principaux axes de recherche

- Investissement des PME, contraintes de financement conventionnel et exclusion financière
- Financement islamique, PME et rôle des sukuk
- Principe de la zakat, effet redistributif et création de projets et d'emplois
- Micro finance islamique, modèle du *social business* et activités génératrices de revenus
- Investissement socialement responsable, fonds solidaires et de partage.

Ces thèmes qui seront au cœur du congrès permettront de valoriser les analyses empiriques et les études de cas d'institutions ou de pays. Une session sera organisée pour les doctorants dont la recherche s'inscrit dans la thématique du congrès afin qu'ils puissent présenter l'état d'avancement de leurs travaux.

Les langues du congrès sont le français et l'anglais.

**Les actes de notre colloque vont être publiés dans un volume par la maison d'édition
Cambridge Scholars Publishing**

2. Calendrier prévisionnel

- 30/05/16 : Date limite d'envoi du résumé de la communication d'une page maximum (500 mots) qui doit contenir la problématique, la méthodologie et l'axe de recherche ; ou le cas échéant le texte intégral.
- 15/06/16: Date limite de notification d'acceptation des résumés des communications retenues par le comité scientifique.
- 15/09/16 : Date limite de réception du texte intégral : les communications doivent être rédigées en Format A4, Times New Roman police 12, marges 2,5cm, interlignes 1,5 justifié. La taille des communications ne doit pas excéder 20 pages, y compris les tableaux et annexes.

- 30/09/16 : Date limite de notification d'acceptation définitive des communications retenues par le comité scientifique.
- 26 et 27 octobre : Déroulement du congrès.

Tous les échanges électroniques sont à adresser, par e-mail, au comité d'organisation en format Word ou PDF, impérativement à l'adresse électronique suivante:

cfep.uca@gmail.com

N.B : les auteurs doivent impérativement joindre à leurs articles leurs coordonnées et leurs instituts d'affiliation

Comité scientifique :

K. Alaoui (INCEIF Kuala Lumpur, Malaysia), E. Attak (UCA), B. Bouayad (UCA), M. Boudjellal (Université M'sila, Algerie), L. Boulahrir (UCA), G. Causse (ESCP Europe), M. Cherif (Université d'Alger), D. de Courcelles (CNRS-ENS-ULM-CIRID, France), G. Decocq (Université Paris Est), O. El Kettani (Université Mohamed V-Agdal), A. El Khamelichi (UCD), B. El Morchid (UCA), D. Effina (INSEA), F. El Ghaiti (Ecole Mohammedia des Ingénieurs), M. Hamdaoui (UCA), C. Hamadi (UCA), B. Ibnou (IESE, Bruxelles), S. Kortobi (UCA), B. Lakhdar (UCA), C. Luetge (Universität München Peter Loscher Chair of Business Ethics), N. Slimani (UCA), I. Warde (Université de Massachusets, Etats-Unis).

Comité d'organisation piloté par :

E. Attak (UCA), B. Bouayad (UCA), L. Boulahrir (UCA), D. de Courcelles (CNRS-ENS de Paris-CIRID), S. Kortobi (UCA), B. Lakhdar (UCA)



الجمعية المغربية للاقتصاد الإسلامي- فرع الدار البيضاء

Association Marocaine d'Economie Islamique-Section de Casablanca

